



**POLITIQUE**

**ISR**

MISE À JOUR EN NOVEMBRE 2023

## Politique sectorielle : Défense et armes controversées

Ensemble, prenons soin de demain



**Politique d’encadrement au passif et à l’actif dans l’industrie de la défense.**

Cette politique fait partie de la démarche responsable du groupe MACSF en tant qu’assureur et en tant qu’investisseur. Les équipes de la direction financière, de la direction immobilière et des directions actuarielles intègrent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) comme outils de limitation des risques.

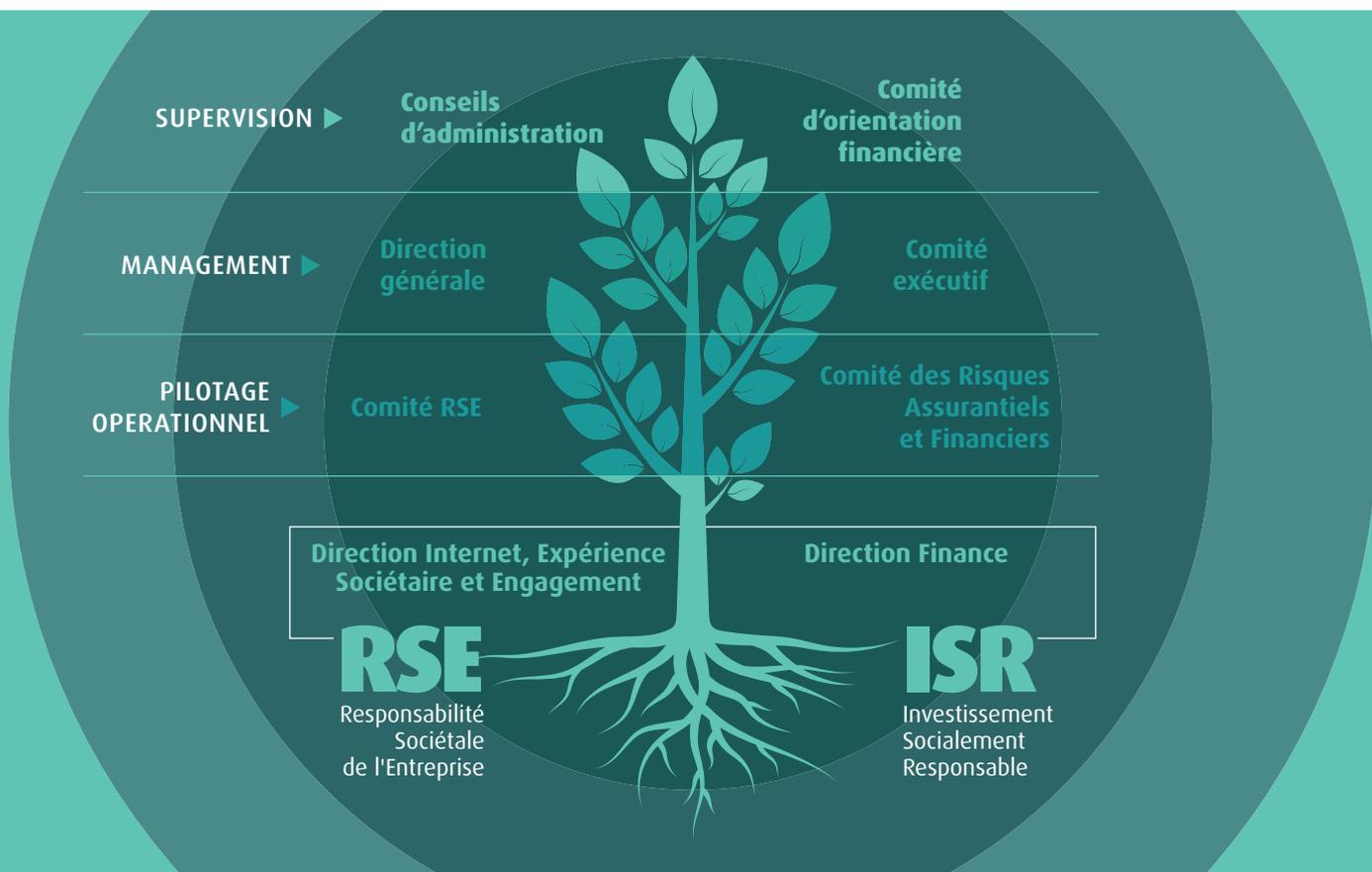
La démarche responsable du groupe se décline sur différents piliers dont l’exclusion de certaines activités en non vie et de certains investissements.

Afin d’intégrer au mieux les enjeux ESG, le groupe MACSF revoit régulièrement ses politiques pour rester en cohérence avec ses objectifs d’amélioration.

L’industrie de la défense n’est pas exclue de l’univers d’investissement du groupe MACSF. Cependant, une analyse extra-financière avec des contraintes supplémentaires spécifiques au secteur s’applique.

# #1 Organisation et gouvernance

La prise en compte des critères ESG est formalisée auprès des instances de gouvernance de l’entreprise depuis avril 2019. Les engagements sont approuvés par le conseil d’administration et la direction générale.



Le suivi des engagements de durabilité est réalisé à chaque conseil d’administration. Ce suivi et l’ensemble des enjeux ESG sont présentés au comité des Risques Assurantiels et Financiers, au comité RSE et au comité d’orientation financière.

Le comité exécutif est informé à chaque changement majeur : validation de nouveaux engagements, changement de prestataires de données, etc...

## #2 Au passif

### MACSF Assurances

Dans les statuts, les sociétaires de MACSF Assurances sont : les médecins, les chirurgiens-dentistes, les pharmaciens, les vétérinaires, les sages-femmes, tous les auxiliaires médicaux, les étudiants régulièrement inscrits aux facultés et aux écoles qui y préparent, leurs conjoints et enfants fiscalement à charge, les personnes physiques, ou morales de droit privé dont l'activité est en relation avec la santé.

Peuvent également être sociétaires les salariés et retraités du groupe MACSF.

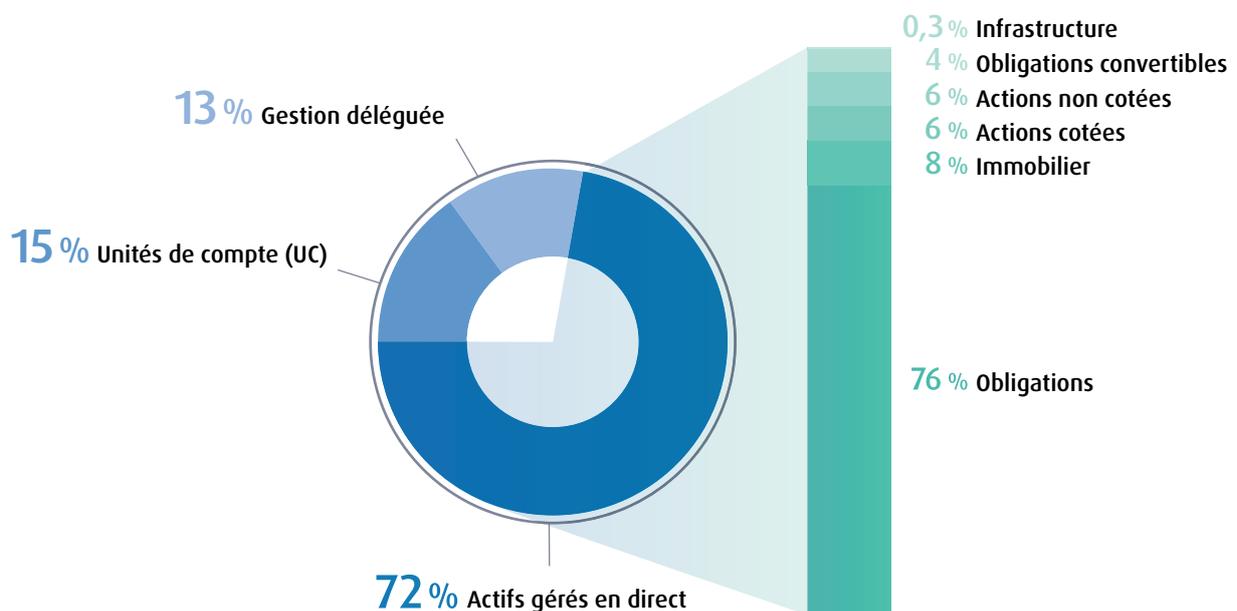
**Les entreprises du secteur de la défense en sont donc exclues.**

## #3 A l'actif

### Périmètre couvert

La présente politique porte sur les actifs gérés en direct (72% de l'actif total) : obligations, actifs immobiliers, actions cotées, actions non cotées, obligations convertibles et infrastructure.

Répartition des actifs du groupe MACSF au 31/12/2022



La prise en compte des critères ESG est formalisée auprès des instances de gouvernance de l'entreprise depuis avril 2019 et la démarche d'investissement responsable est continuellement améliorée.

### Engagement actionnarial

Le groupe MACSF met en place un engagement actionnarial avec les entreprises du secteur de l'armement, notamment l'armement nucléaire, dont il est actionnaire. Pour ces entreprises, la politique de vote du groupe repose sur l'expertise développée par un prestataire externe spécialisé (*Institutional Shareholder Services*).

## Exclusions

Dans le cadre du respect de ses valeurs mutualistes, le groupe MACSF a décidé d'agir en excluant certaines entreprises du secteur de la défense ou certains souverains de ses investissements obligataires, en actions cotées et en actions non cotées (nouveaux investissements) ainsi que comme locataire de ses actifs immobiliers (nouveaux investissements et nouveaux locataires).

L'exposition au secteur de la défense peut se faire directement via des participations au capital d'une entreprise ou sur la souscription d'émissions obligataires. Le financement indirect de l'armement peut se faire aussi au travers du financement de la dette des Etats.

Les critères d'exclusion appliqués sont les suivants :

### Obligations

-

### Obligations convertibles

-

### Actions cotées

-

### Locataires

■ Entreprises tirant des revenus liés à des activités de fabrication, prestation de services ou de support technique relatives aux armes suivantes :

- Mines antipersonnel,
- Armes à sous-munitions,
- Armes chimiques,
- Armes biologiques.

■ Etat ou entité quasi-souveraine, non membre de l'OTAN, qui utiliserait, transférerait ou stockerait de l'armement controversé couvert par des restrictions européennes ou internationales, y compris la non-ratification de l'une des cinq conventions suivantes :

- Mines antipersonnel,
- Armes à sous-munitions,
- Armes chimiques,
- Armes bactériologiques ou,
- Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

### Actions non cotées

-

### Infrastructure

■ Financement d'actifs non cotés (hors immobilier) dans le secteur de la défense.

